



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Blitta

Les membres du Groupe-ment d'épargne « Succès » partagent leurs épargnes

Les membres du Groupe-ment d'épargne (GE) « Succès » de Blitta ont partagé, le samedi 1er juin leurs épargnes après 52 semaines de cotisation....

• (Page 04)

Entrepreneuriat

Pourquoi il faut appuyer les entre-preneurs africaines

Si des progrès sont accomplies pour exploiter le potentiel des femmes en Afrique afin qu'elles puissent en ...

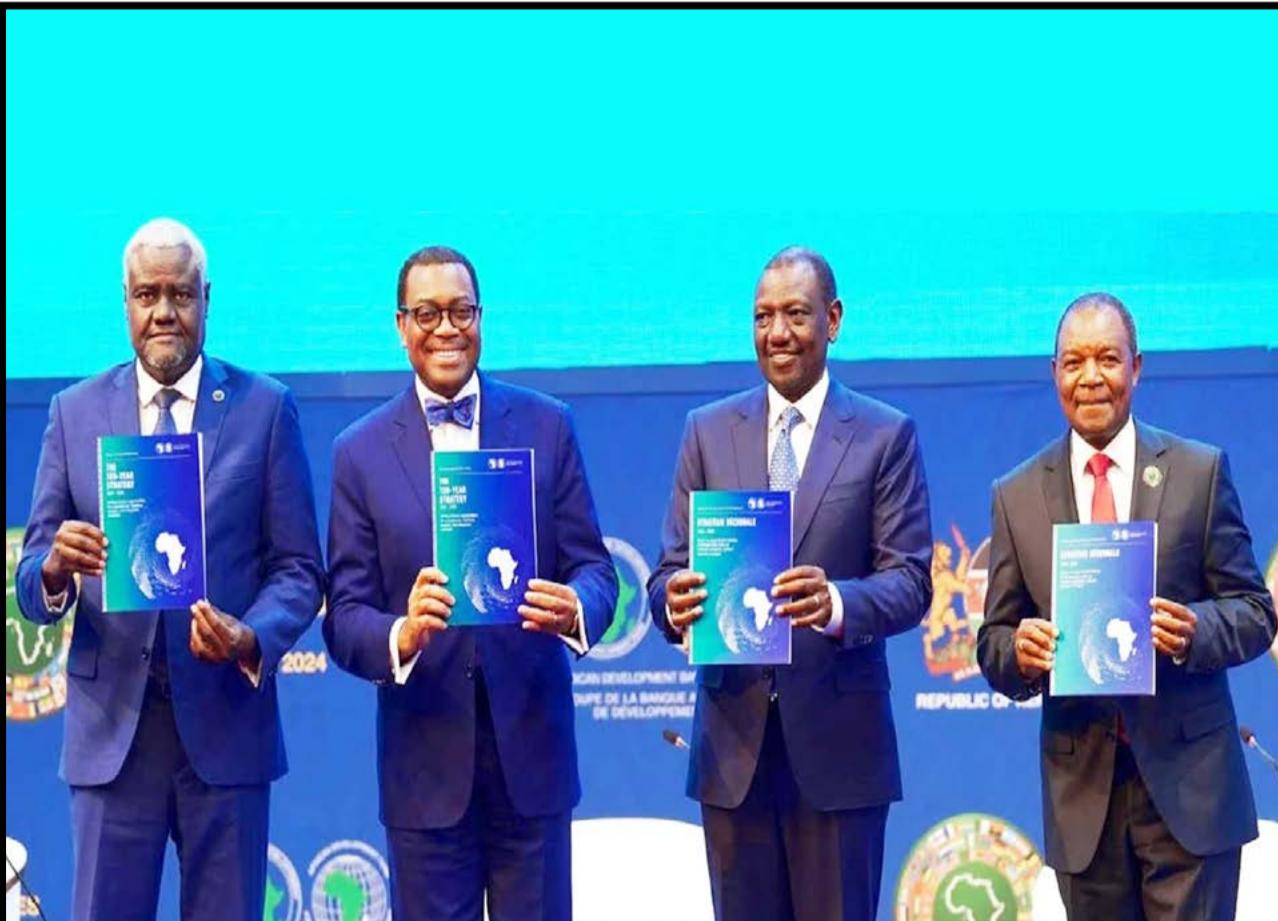
• (Page 08)



Banque africaine de développement

• (Page 03)

Le Groupe de la BAD lance sa nouvelle Stratégie décennale 2024-2033



Sophonie Jed KOBOUDE

• (Page 05)

Le profit : un moteur de progrès trop souvent diabolisé

Assemblée générale

La MUCAD so-lide et rassurante

La Mutuelle des Cadres pour le Développement (MUCAD) a tenu son assemblée générale annuelle le 30 mai 2024 à la Maison des Jeunes de Kara....

• (Page 02)

Agriculture

Faure Gnassingbé annonce des actions

Au Togo, le Président Faure Gnassingbé a tenu le mardi 28 mai 2024, des discussions avec les exploitants de trois Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP) précisément de ...

• (Pages 04)

Côte d'Ivoire

La facture de l'électricité a triplé : déjà sous tension, les Ivoiriens disjonctent

Au lieu des 10% annoncés par l'Etat, l'augmentation de la facture de l'électricité a atteint des records. De nombreux ...

• (Page 06)

Technologies

Pourquoi les dirigeants africains doivent donner la priorité à l'IA

Ce n'est qu'en adoptant une « approche pangouvernementale » que les dirigeants pourront garantir que leurs pays ne passeront pas à côté des avantages ...

• (Page 11)

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET
ILLIMITÉ

**FIBREZ
SANS FRAIS**

**ACTUELLEMENT,
LES FRAIS D'INSTALLATION SONT
OFFERTS***

8866 www.canalbox.tg

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Assemblée générale

La MUCAD solide et rassurante

La Mutuelle des Cadres pour le Développement (MUCAD) a tenu son assemblée générale annuelle le 30 mai 2024 à la Maison des Jeunes de Kara.

Cette assemblée générale a permis de mettre en lumière les progrès réalisés par la MUCAD et de réaffirmer l'engagement collectif pour un développement durable et la prospérité de ses membres.

Le rapport moral du conseil d'administration, le rapport d'activité du conseil de surveillance, le rapport d'activité du conseil de crédit et de recouvrement, ainsi que le rapport financier ont été présentés aux membres.

« Cette assemblée générale annuelle s'inscrit essentiellement dans le cadre normal de la vie de notre patrimoine à tous. Organe suprême, l'Assemblée Générale est le lieu où se fixent les grandes orientations que doit suivre notre mutuelle. Ce sera pour cette assemblée d'apporter des idées novatrices, de prendre des décisions adaptées nécessaires pour une institution qui se veut plus que jamais performante, » a expliqué M. Kondo N'gani, président du conseil d'administration.

Il a également mis en avant les réformes en cours et l'objectif de recueillir des propo-



sitions des sociétaires pour faire émerger la MUCAD.

La MUCAD doit faire face à des défis tels que le recouvrement des créances et une concurrence accrue. Cependant, Kondo N'gani reste optimiste « la MUCAD doit se démarquer par sa capacité d'adaptation et d'innovation pour continuer à être un acteur clé du financement à la base de nos populations » a-t-il rassuré.

Pour M. Ptassa Maya membre de la section Atchangbadé « à la MUCAD, c'est très bon. Les prêts sortent vite et les intérêts ne sont pas trop élevés. J'ai pu construire grâce à un prêt ». C'est avec le sourire que Mme OUGANE Makiyè, membre de la Mutuelle depuis 2018, a également partagé son expérience

« depuis que je suis intégrée à la MUCAD, j'ai eu beaucoup d'avantages. J'ai pu faire un prêt pour développer mon activité agricole, et cela s'est avéré très rentable ». La MUCAD, avec ses six agences réparties dans les préfectures de la Kozah, Binah, Assoli et Denkpèn, vise à contribuer significativement à la réduction de la pauvreté par un développement humain durable. Le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, la promotion de la profession libérale, la valorisation des produits locaux, le soutien aux projets d'exportation, la solidarité entre les membres, et l'éducation économique et financière sur les notions d'épargne et de crédit sont ses principaux objectifs. Notons que l'AG a été ouverte par M. Kpatcha Aklesso, représentant du préfet de la Kozah en présence des chefs traditionnels, des autorités politiques, civiles et militaires, des directeurs d'institutions et des Systèmes Financiers Décentralisés de Kara ...

Plaki SIMLIWA



Image du jour

FORMATION

Programme de Bourse d'Excellence de l'UEMOA : un appui communautaire pour le financement des formations qualifiantes et professionnalisantes au bénéfice des jeunes de l'UEMOA

Huit pays, un destin commun

fin

AUX DÉCIDEURS ...

Planifier sa retraite

La planification de la retraite est importante, car elle aide à constituer le pécule dont l'on a besoin pour soutenir financièrement les années de retraite. Des études antérieures ont montré que ceux qui planifient leur retraite sont plus susceptibles de bénéficier d'une meilleure situation à la retraite que ceux qui ne le font pas.

Plus tôt le processus de planification démarrera, mieux ce sera. Cela donne à votre argent plus de temps pour croître en générant des retours sur investissement. Et le revenu de votre premier emploi constitue votre première opportunité d'épargner pour la retraite. Comme le dit le proverbe : « Le meilleur moment pour planter un arbre, c'était il y a 20 ans. Le deuxième meilleur temps, c'est maintenant. Comme les gens peuvent espérer vivre plus longtemps, ils doivent épargner davantage pour leur retraite afin de ne pas survivre à leur épargne. Cela est d'autant plus vrai que le paysage mondial des retraites a connu des changements majeurs.

Dans le passé, les gouvernements et les employeurs assuraient un revenu de retraite aux particuliers par le biais des prestations de sécurité sociale gouvernementales et des fonds de retraite basés sur l'emploi. En raison de l'augmentation de l'espérance de vie, les régimes de retraite garantissant une retraite aux salariés sont désormais rares. Les salariés sont désormais responsables de cotiser à leur propre pension ainsi que de choisir les investissements proposés par le fonds de pension.

Étant donné que les employeurs ne sont plus responsables du financement de la retraite de leurs employés et que les gouvernements manquent de ressources pour fournir une pension universelle, chaque personne est en fin de compte responsable de s'assurer qu'elle dispose d'une épargne-retraite suffisante. Il est donc très important de connaître les bases du processus de planification de la retraite.

En tant que chercheur, Bomikazi Zeka, professeur adjoint en finance et planification financière, Université de Canberra s'intéresse à la manière dont les gens utilisent les produits financiers pour surmonter les défis économiques et créer de la richesse. L'une des choses que j'étudie est de savoir si la planification de la retraite conduit à de meilleurs résultats à la retraite. Par exemple, mes recherches ont révélé que les personnes dont la situation financière est en ordre sont plus susceptibles de maintenir leur niveau de vie à la retraite.

Étant donné que la situation financière de chacun est unique, c'est toujours une bonne idée de parler à un planificateur financier pour obtenir des conseils financiers personnalisés.

Si vous n'avez pas beaucoup réfléchi à la planification de votre retraite ou si vous ne savez pas par où commencer, voici quatre points pour vous aider à démarrer. Les objectifs de retraite vous font réfléchir à ce que vous souhaitez réaliser au moment de votre retraite et à ce que vous devez faire pour y parvenir. Certaines personnes peuvent avoir un objectif en tête quant au moment où elles souhaitent prendre leur retraite ou au montant de richesse qu'elles aimeraient avoir au moment de leur retraite.

Pour ceux qui ont un emploi qui implique une adhésion à une caisse de retraite, un régime de retraite professionnel est utilisé pour assurer leur retraite. Mais il existe également d'autres options disponibles pour vous aider à économiser.

Chacune de ces options a ses avantages et ses inconvénients et ce qui fonctionne le mieux pour une personne peut ne pas l'être pour une autre. Mais il existe plusieurs façons d'épargner pour la retraite, selon votre situation financière et vos objectifs de retraite. Obtenir des conseils professionnels vous aidera à déterminer ce qui vous convient le mieux.

Une fois que vous avez défini vos objectifs de retraite et mis en place un plan d'épargne-retraite, vous pouvez déterminer si vous épargnez suffisamment pour atteindre vos objectifs de retraite.

Vous devrez peut-être augmenter le montant mensuel que vous mettez de côté pour la retraite ou reconSIDéRER l'âge de votre retraite. Les calculateurs de retraite sont également un outil utile pour vérifier régulièrement vos progrès si votre situation financière change – par exemple, si vous changez d'employeur et gagnez un salaire différent.

De nombreuses personnes envisagent de travailler après l'âge de la retraite, tandis que d'autres n'envisagent pas de prendre leur retraite du tout. Il se peut qu'ils n'en aient pas les moyens. Il se peut qu'ils aient eu accès à leurs prestations de retraite trop tôt, qu'ils aient versé des cotisations irrégulières à un fonds de retraite ou qu'ils aient dû payer des frais administratifs élevés qui ont érodé la valeur finale des prestations de retraite.

Alors mieux vaut être préparé. La retraite peut sembler un événement lointain à planifier et à épargner, surtout lorsque les besoins financiers sont plus pressants. Il est important de réfléchir aux décisions financières que vous prenez maintenant et qui pourraient vous coûter cher à l'avenir. Si vous commencez à planifier votre retraite dès maintenant, votre futur vous en remerciera.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
taux de croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
GDP par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

BAD

Le Groupe de la Banque africaine de développement lance sa nouvelle Stratégie décennale 2024-2033

Le Groupe de la Banque africaine de développement a dévoilé aujourd'hui sa nouvelle Stratégie décennale 2024-2033, un schéma directeur pour faire face aux défis urgents de l'Afrique et aider à remettre fermement le continent sur la voie d'une croissance économique et d'une prospérité durables.

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, présentant la stratégie lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque à Nairobi, au Kenya, a déclaré : «En tant que première institution de financement du développement en Afrique, et banque des solutions pour l'Afrique, nous sommes parfaitement conscients que la prochaine décennie sera décisive pour la transformation du continent. C'est pourquoi, alors que nous célébrons 60 ans passés à faire la différence dans les pays et les vies des populations d'Afrique, nous restons déterminés à accélérer le soutien que nous apportons aux pays africains.»

Les effets de la pandémie de Covid-19 ont entraîné une aggravation de l'insécurité alimentaire et une crise de la dette grandissante dans toute l'Afrique. Dans le même temps, les impacts du changement climatique s'intensifient et s'accélèrent, parallèlement à une recrudescence des conflits et de l'instabilité politique. L'Afrique est confrontée à un exode important de sa future main-d'œuvre à la recherche d'opportunités à l'étranger, un phénomène aggravé par une démographie jeune qui progresse plus vite que la création d'emplois.

La stratégie, approuvée cette année par le Conseil d'administration, définit les mesures décisives et urgentes que la Banque prendra pour aider les pays africains à relever les défis mondiaux et régionaux sans précédent. Ces mesures s'appuieront sur les multiples atouts uniques de l'Afrique et redonneront de l'élan pour pouvoir réaliser l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les

Objectifs de développement durable des Nations unies, favorisant à terme une croissance durable.

La vision stratégique 2024-2033 repose sur la conviction que l'Afrique dispose d'un vaste potentiel de transformation sociétale et économique. En tirant parti de la main-d'œuvre la plus jeune et à la croissance la plus rapide au monde, des marchés urbains en pleine expansion, de la richesse des ressources naturelles et du vaste potentiel en matière d'énergie propre, l'Afrique est prête à stimuler une croissance durable et à apporter une contribution significative aux solutions mondiales durant la prochaine décennie.

«La stratégie décennale décrit la manière dont la Banque investira dans le meilleur atout de l'Afrique : ses jeunes hommes et femmes dynamiques. La population africaine, qui connaît la croissance la plus rapide au monde, offre au continent une fenêtre d'opportunité démographique sans précédent», a déclaré M. Adesina.

La nouvelle stratégie articule une vision d'une Afrique prospère, inclusive, résiliente et intégrée, étayée par deux objectifs clés au cours de la prochaine décennie : accélérer la croissance verte inclusive et favoriser des économies prospères et résilientes. En mettant l'accent sur la durabilité, la Banque s'efforcera de trouver un équilibre entre les préoccupations environnementales, l'équité et le progrès économique.

S'appuyant sur la décennie écoulée de mise en œuvre réussie des "High 5", la Banque vise à accélérer et à intensifier ses efforts, en se concentrant sur des projets transformateurs ayant un impact considérable. Pour optimiser les résultats, tout en gérant les risques, la Banque rationalisera son modèle opérationnel pour accroître son agilité et son efficacité. Les



cinq grandes priorités opérationnelles de la Banque, énumérées ci-dessous, font partie intégrante de la réalisation de ces objectifs :

- Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie :** promouvoir l'accès universel à une énergie moderne et abordable.

- Nourrir l'Afrique :** assurer la sécurité alimentaire grâce à la transformation de l'agriculture.

- Industrialiser l'Afrique :** catalyser le secteur manufacturier en tant que moteur essentiel de la création d'emplois.

- Intégrer l'Afrique :** favoriser l'intégration régionale et les chaînes de valeur pour une économie plus cohérente.

- Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique :** améliorer le niveau de vie, en particulier celui des femmes et des jeunes.

Les principales priorités transversales comprennent la promotion de l'égalité des genres, l'investissement dans les jeunes, la lutte contre le changement climatique et l'investissement dans l'action climatique, le soutien aux États fragiles et la promotion de la bonne gouvernance et de la stabilité économique.

La Banque est consciente du rôle essentiel du secteur privé dans la transformation de l'Afrique. Au cours de la prochaine décennie, elle renforcera sa collaboration avec le secteur privé, donnant la priorité aux investissements dans les entreprises, les chaînes de valeur et les micros, petites et moyennes entreprises, en particulier celles dirigées par des femmes et des jeunes.

L'ampleur et l'urgence du défi nécessiteront des ressources plus importantes qu'auparavant. La Banque s'engage à mobiliser des ressources provenant de diverses sources, notamment des recettes intérieures et des financements privés. Elle entend tripler les financements du secteur privé d'ici 2033 tout en renforçant sa capacité de financement grâce à des mécanismes innovants.

En réponse aux appels lancés aux banques multilatérales de développement pour qu'elles maximisent le potentiel de leurs bilans, la Banque poursuivra diverses options pour renforcer sa capacité de financement pendant la durée de la Stratégie décennale. Ces mesures comprennent le capital hybride durable, les transferts de risques et le réacheminement d'une part importante des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international par l'intermédiaire des Banques multilatérales de développement.

La stratégie décrit la manière dont la Banque répondra à l'appel lancé aux banques

multilatérales de développement pour qu'elles intensifient d'urgence leurs efforts afin de répondre aux priorités et aux grandes ambitions des pays africains et de relever les défis mondiaux et régionaux qui affectent les populations d'Afrique. Les banques multilatérales de développement sont essentielles pour relever les immenses défis mondiaux et régionaux auxquels le monde est confronté. Elles constituent une source précieuse de financement à faible coût, de connaissances techniques et de conseils politiques pour les pays émergents et en développement.

Points saillants de la stratégie :

- Investir dans les femmes et les jeunes :** la stratégie décennale décrit la manière dont la Banque investira dans le meilleur atout de l'Afrique : ses jeunes hommes et femmes dynamiques. La population de l'Afrique, qui est la plus jeune et dont la croissance est la plus rapide au monde, offre au continent une fenêtre d'opportunité démographique sans précédent. La Banque s'attaquera aux disparités et favorisera l'inclusion en donnant aux femmes et aux jeunes les moyens de contribuer de manière significative à une croissance économique durable et à des sociétés pros-

pères.

- Adaptation au changement climatique :** consciente de la vulnérabilité de l'Afrique au changement climatique, la Banque promouvra des voies de développement à faible émission de carbone alignées sur l'Accord de Paris, tout en préservant la biodiversité et la nature.

- Soutenir les États fragiles et renforcer la résilience :** face à la montée des conflits, de la fragilité et de l'instabilité politique en Afrique, la Banque intensifiera ses efforts pour aider les pays fragiles. Une attention particulière sera accordée à la résolution des défis transfrontaliers et à la réduction de l'isolement des régions enclavées et reculées.

- Promouvoir la bonne gouvernance :** la Banque souligne l'importance de la gouvernance économique, y compris la mobilisation des ressources nationales, la gestion financière transparente et les mesures anti-corruption. Les pratiques de gestion durable de la dette seront également privilégiées pour assurer la stabilité économique à long terme.

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 [e]	2023 [e]	2024 [e]	2025 [e]
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Covatrade, 2022. En raison de l'errordé, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	ONU/CED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	ONU/CED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	ONU/CED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,3 %	26,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Agriculture

Projets d'irrigation, construction de magasins de stockage, de forages... Faure Gnassingbé annonce des actions

Au Togo, le Président Faure Gnassingbé a tenu le mardi 28 mai 2024, des discussions avec les exploitants de trois Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP) précisément de Atsu Agnahoé, de Atifoutou et Hoepe Zogbe dans la région des Plateaux. Les échanges se sont focalisés sur les défis rencontrés dans le secteur agricole du pays.

Lors de ce grand oral, les producteurs ont exprimé leurs préoccupations au Président, qui s'est engagé à mettre en place des mécanismes visant à assurer des productions agricoles durables malgré les aléas climatiques, pour le bien-être des producteurs et de leurs familles.

Pour sa part, le Ministre de l'Agriculture, Antoine Gbégébéní, a affirmé que les engagements pris par le Président Gnassingbé allaient être réalisés de manière progressive. Ainsi, des projets d'irrigation, la construction de magasins de stockage, de forages et des initiatives pour faciliter la commercia-



lisation des produits agricoles sont prévus. En parallèle, des actions seront entreprises pour garantir l'accès à l'éducation, à l'énergie et aux services de santé pour les producteurs. Notons que cette nouvelle rencontre du président togolais avec les exploitants des 3 ZAAP intervient seulement

Avec togofirst

Blitta

Les membres du Groupement d'épargne « Succès » partagent leurs épargnes

Les membres du Groupement d'épargne (GE) « Succès » de Blitta ont partagé, le samedi 1er juin leurs épargnes après 52 semaines de cotisation.



Ce groupement qui est à son 6^e cycle est composé de 33 membres dont 18 femmes. Les adhérents ont épargné au total 5 268 890F pendant 52 semaines, avec un intérêt de 983 390 F généré sur les prêts. Le montant total (intérêt plus épargne) s'élève ainsi donc à 6 252 280 F.

Le montant fixé par membre à épargner par semaine est de 500F (qui correspond à un tampon) à 2500 F au maximum. L'épargne le plus élevé de ce partage s'élève à 162 500 F et est détenue par 29 membres, et celle la plus faible s'élève à 126 200F. Les membres de ce groupement ont été formés en gestion par l'Agence nationale de développement à la base (ANADEB) avant le début des activités. Le chargé de suivi-évaluation à ANADEB Centrale, Sanwogou Yagagame a saisi cette occasion pour conseiller les membres du GE « Succès » à une bonne gestion de

leur épargne. « Je suis fier de votre persévérance jusqu'à la fin du cycle. Continuez ainsi pour multiplier vos marchandises ou vos activités », a-t-il ajouté. M. Sanwogou les a exhortés à investir ce fonds dans leurs activités génératrices de revenus (AGR). A en croire la présidente du GE « Succès », Mme Laré Lalbille c'est la mauvaise gestion de certaines personnes qui leur ont donné l'idée de se regrouper avec l'aide des agents de l'ANADEB, pour pouvoir économiser ensemble le peu de bénéfices de leurs AGR. « Nous avons la caisse de solidarité où nous pouvons solliciter un minimum de montant à chaque fois que nous avons un problème très urgent. Nous avons aussi la caisse de crédit dans laquelle nous épargnons chaque semaine pour pouvoir solliciter des crédits pour faire tourner nos AGR », a-t-elle confié. La présidente a remercié les agents de l'ANADEB pour leur aide en leur faveur. Mme

Laré a exhorté les membres à réaliser le projet pour lequel ils investissaient. Elle a demandé aux autres femmes non-membres des groupements à y adhérer le plus tôt possible pour sortir de la précarité. M. Sama Michel, un maçon a témoigné avec joie. « Quand j'ai fini mon apprentissage, je n'avais pas de matériel. Mes parents n'avaient pas aussi de moyens pour me l'acheter. Grâce à des prêts dans GE, aujourd'hui j'ai tout le matériel et je travaille aisément », a-t-il laissé entendre.

Peu avant la célébration de leur fin de cycle, les membres de GE « Succès » avaient entretenu les anciens plants reboisés tout autour du marché moderne de Blitta avant de mettre en terre de nouveaux plants. Il s'agissait pour eux de contribuer à la campagne nationale de reboisement.

ATOP/SF/MEK

Volontariat d'engagement citoyen.

BASSABI Raouf, jouit des fruits de son métier de coiffure

Raouf, âgé de 20 ans, nourrit l'ambition ardente d'ouvrir son propre atelier depuis la fin de sa formation en coiffure homme en 2021. Son engagement volontaire au service de la commune d'Adjengré, dans le cadre de la phase 8, a été une étape cruciale pour la réalisation de son projet de vie. Aujourd'hui, il commence à récolter les fruits de son métier grâce à sa mission de volontariat d'engagement citoyen.

Raouf est né sourd-muet. Cette situation de handicap ne l'a pas empêché d'apprendre un métier pour préparer son avenir. En trois ans de formation, il a obtenu son Certificat de Fin d'Apprentissage en coiffure homme. Après l'obtention de son diplôme, il s'est confronté à des difficultés financières. À la recherche de solutions, Raouf a eu la chance de découvrir le programme de volontariat d'engagement citoyen. Il n'a pas hésité à déposer son dossier. Chemin faisant, il a été retenu pour apporter sa contribution au développement de sa communauté.

Le VEC, une source d'insertion pour Raouf

Ayant défini son projet de vie, Raouf a pris l'initiative d'épargner une partie de ses allocations pendant sa mission. En raison de sa situation de handicap, son agent de suivi lui a accordé une attention particulière dans son accompagnement. À la fin de la mission, il a pu acheter quelques outils pour lancer son activité.



Aujourd'hui, son activité fonctionne bien. Il est devenu un modèle pour les personnes en situation de handicap dans sa localité. Il est très heureux d'avoir pris son envol grâce à la mission de volontariat d'engagement citoyen. « Je peux affirmer qu'aujourd'hui le volontariat d'engagement citoyen a énormément contribué à l'autonomie financière de Raouf. De nos jours, il commence à profiter pleinement des fruits de son métier et c'est vraiment un grand soulagement pour moi.

Grâce au volontariat, il est en train de construire une pièce qui va lui servir d'atelier », témoigne sa mère, ALEKA Kouméyalo.

Notons que Raouf est un jeune très dévoué à son travail. Il est humble et courtois avec ses clients. Les débuts n'ont certes pas été faciles, mais avec persévérance, détermination et surtout l'appui technique et l'accompagnement de son chargé de suivi, il est parvenu à se faire un nom dans son entourage.

GNAMDJA K. Espoir

Tourisme

Le bateau de croisière MS NAUTICA accosté au Port Autonome de Lomé

Le jeudi 30 mai 2024, l'agence de voyages et de tourisme ALBA TRAVEL SERVICE, en collaboration avec le ministère de la culture et du tourisme a accueilli au Port Autonome de Lomé (PAL), le bateau de croisière MS NAUTICA d'Oceania Cruises des Etats Unis d'Amérique, avec à son bord 650 touristes en majorité de nationalité Américaine.

Au cours de ce séjour de moins de 24h, les croisiéristes repartis en plusieurs groupes ont visité différents attraits touristiques de la région tels que le marché aux fétiches à Akodessewa, la maison des esclaves à Agbodrafo, le lac Togo, le village des pêcheurs de Pédakondji, Glidji Gbatsome et ont également participé à la danse traditionnelle zangbeto dans un village du bord du Mono et aux cérémonies vodou à zanguera. Il est à noter que la flotte de plaisance MS NAUTICA est la quatrième à avoir accosté sur la côte togolaise, ce qui constitue une source d'entrée de devises dans le pays. D'autres bateaux sont attendus au cours des mois à venir.

Avec tourisme.gouv.tg



Sophonie Jed KOBONDE

Le profit : un moteur de progrès trop souvent diabolisé

Week-end dernier. À 18 h. Le soleil s'apprêtait à céder le pas à la nuit, enveloppant la ville d'un voile d'ombre veloutée, lorsque je me dirigeai vers l'appartement de Léon, mon ami d'enfance. Un goûter gourmand nous attendait : thé vert fumant, cookies croustillants et fruits frais.

À près les bavardages légers d'usage, la conversation prit un tour plus sérieux, dérivant vers les méandres de l'économie. Léon, esprit vif et passionné, évoqua son mépris pour le profit : "Le profit est l'ennemi du bien commun, un catalyseur d'inégalités. Il est la manifestation concrète de l'exploitation du travailleur". Les propos de Léon m'ont laissé pan-tapis. J'ai donc passé la soirée à lui expliquer la notion de profit. Je me propose donc de résumer mon propos dans ce billet.

Faisons un pas en arrière. Depuis que Dieu a chassé le genre humain du jardin d'Éden, il n'y a plus de repas gratuit selon qu'il est écrit dans Genèse 3:19 : "C'est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain [...]" . Dès lors, le travail devient une valeur cardinale des sociétés humaines. Dans son poème intitulé Les Travaux et les Jours, et considéré comme le premier texte d'économie, le grec HESIODE s'adresse à son frère PERSES en écrivant ceci :

Garde l'éternel souvenir de mes avis : travaille si tu veux que la Famine te prenne en horreur et que l'auguste Cérès à la belle couronne, pleine d'amour envers toi, remplisse tes granges de moissons, En effet, la Famine est toujours la compagne de l'homme paresseux ; les dieux et les mortels haïssent également celui qui vit dans l'oisiveté, semblable en ses désirs à ces frelons privés de dards qui, tranquilles, dévorent et consument le travail des abeilles. Livre-toi avec plaisir à d'utiles ouvrages, afin que tes granges soient remplies des fruits amassés pendant la saison propice. C'est le travail qui multiplie les troupeaux et accroît l'opulence. En travaillant, tu seras bien plus cher aux dieux et aux mortels : car les oisifs leur sont odieux. Ce n'est point le travail, c'est l'oisiveté qui est un déshonneur. Si tu travailles, les paresseux bientôt seront jaloux de toi en te voyant t'enrichir ; la vertu et la gloire accompagnent la richesse : ainsi tu deviendras semblable à la divinité. Il vaut donc mieux travailler, ne pas envier inconsidérément la fortune d'autrui et diriger ton esprit vers des occupations qui te procureront la subsistance : voilà le conseil que je te donne. Dans la tradition chrétienne, saint Paul a résumé la pensée d'HESIODE dans sa Deuxième Épître aux Thessaloniciens : "Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus". Les sociétés humaines ont très tôt acquis la conviction que le travail est un trésor. À juste titre ! Le genre humain, dans l'exercice de son conatus, oscille entre besoins et satisfactions. S'il n'y a besoin d'effort pour répondre au besoin, la satisfaction est, en quelque sorte, gratuite. Mais, bien souvent, la satisfaction est onéreuse en ce sens qu'elle requiert de l'effort, de la peine pour avoir cours. Par exemple, tout homme a besoin de manger et, pour cela, doit employer la force de ses bras, soit directement en cultivant des aliments, soit indirectement sous forme d'unités monétaires : la satisfaction est, dans ce cas, onéreuse. Et, c'est là qu'intervient un personnage curieux



qu'on appelle entrepreneur. Ce dernier passe son temps à se demander comment rendre moins onéreuses les satisfactions des hommes. Dit autrement, l'entrepreneur cherche à rendre service à ses semblables en appliquant ses facultés aux choses. C'est dans ce sens qu'il faut entendre le "Nous voulons rendre le monde meilleur" des grands entrepreneurs de la planète. Il s'ensuit que, par sa fonction, l'entrepreneur est la source de la croissance économique. Le profit est le fruit du travail et de l'ingéniosité des entreprises. Il représente la récompense des actionnaires qui ont investi leur capital dans l'entreprise. Ce profit peut être réinvesti pour financer la croissance future ou distribué sous forme de dividendes aux actionnaires. La valeur d'une entreprise est étroitement liée à sa capacité à générer du profit. Sans profit, une entreprise n'a que la valeur de ses actifs liquides. Par ailleurs, la recherche du profit incite les entreprises à investir dans des projets innovants et à créer de nouveaux emplois. En effet, pour maximiser leurs profits, les entreprises doivent satisfaire les besoins des consommateurs de manière plus efficace que leurs concurrents. Cela implique d'investir dans la recherche et développement, de développer de nouveaux produits et services, et d'améliorer leurs processus de production. Ces investissements créent de la richesse et des opportunités d'emploi pour la population. La recherche du profit pousse également les entreprises à optimiser leurs coûts et à proposer des prix attractifs aux consommateurs. Le profit permet d'éviter les pénuries. Il incite les entreprises à produire des quantités optimales de biens et services. Si une entreprise produit trop d'un bien, elle se retrouvera avec des stocks invendus qu'elle devra écouter à bas prix, ce qui réduira ses profits. À l'inverse, si une entreprise produit trop peu d'un bien, elle pourra augmenter ses prix et ainsi faire de plus gros profits. Cependant, cette situation ne durera pas longtemps, car les prix élevés attireront de nouveaux concurrents sur le marché. La recherche du profit permet donc de réguler la production et d'éviter les pénuries et les surplus.

La notion de profit est indissociable de l'entrepreneuriat. Tout entrepreneur investit dans un processus parce qu'il espère réaliser un profit. En d'autres

termes, il pense que le marché a sous-évalué et sous-capitalisé les facteurs de production par rapport à leurs loyers futurs (revenus tirés de leur utilisation). Pour qu'un entrepreneur réalise des profits, il doit planifier et anticiper les préférences des consommateurs. Par conséquent, les entrepreneurs qui excellent dans la prévision des préférences futures des consommateurs seront ceux qui réalisent des profits. L'envers du profit, c'est la perte. En anticipant avec précision les besoins futurs des consommateurs, les entreprises allouent l'épargne réelle à la génération d'infrastructures permettant de répondre à la demande future des consommateurs. Cependant, la planification et la recherche ne peuvent jamais garantir la réalisation de profits – divers événements imprévus peuvent bouleverser les prévisions des entrepreneurs. Les erreurs, qui entraînent des pertes dans l'économie de marché, constituent un élément essentiel des outils de navigation qui dirigent le processus d'allocation des ressources dans un environnement incertain, en fonction des diktats des consommateurs.

Le couple profit/perte est l'instrument par lequel les consommateurs dirigent les activités de production vers ceux qui sont les mieux à même de les servir. Par conséquent, les politiques économiques visant à réduire ou à confisquer les profits entravent cette fonction. Me vient à l'esprit cette merveilleuse phrase de Winston CHURCHILL : Nous soutenons qu'une nation qui essaie de prospérer par l'impôt est comme un homme dans un sceau qui essaie de se soulever par la poignée.

*Par Sophonie Jed KOBONDE
Ingénieur diplômé de l'école CentraleSupélec à Paris et économiste diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris. Il a accompagné plusieurs startups dans la structuration de leur business en Afrique. Business Analyst chez un leader mondial de l'énergie, il est passionné par les nouvelles technologies de l'information, l'économie, l'énergie, et l'Afrique.*

Côte d'Ivoire

La facture de l'électricité a triplé : déjà sous tension, les Ivoiriens disjonctent

Au lieu des 10% annoncés par l'Etat, l'augmentation de la facture de l'électricité a atteint des records. De nombreux ménages se retrouvent avec des factures dont le montant a littéralement doublé, voire triplé. Les usagers, qui voient leur pouvoir d'achat s'éroder, sont exaspérés d'autant plus que les explications avancées ne convainquent personne et n'apaisent pas la tension.

En décembre 2023, le gouvernement ivoirien avait annoncé une hausse de 10% des tarifs de l'électricité, justifiant cette décision par la nécessité de couvrir les coûts croissants de production et de distribution de l'énergie. Cependant, la réalité est toute autre: les factures de l'électricité ont doublé, voire triplé. Choqués de voir leurs factures grimper de manière exponentielle, les usagers ne peuvent qu'exprimer leur inquiétude. «Il est inadmissible de voir que notre pays qui fournit l'électricité à plusieurs pays de la sous-région que ce sont nous qui payons des factures salées» s'insurge dame Aka, ménagère.

«Je ne comprends pas comment ma facture a pu passer de 35.000 à 85.000 francs CFA, alors que je n'ai rien changé dans ma consommation habituelle» s'indigne Kadé Jean-Baptiste, opérateur économique dans la commune de Yopougon. Ce sentiment d'irritation et d'injustice est largement partagé. Dans les rues de la capitale abidjanaise, les expressions de mécontentement se lisent sur les visages, certains accusent le gouvernement d'entreprendre une arnaque organisée. Face à cette grogne populaire, le gouvernement a tenté de rassurer expliquant



que cette hausse excessive du coût serait due à la chaleur de ces derniers temps. Explication que certains qualifient de «foutaises» car ces déclarations ne peuvent convaincre une population qui se sent trahie et abandonnée. «Le comble est qu'on a beau se plaindre, mais il n'y aura pas de changement et, on ne peut rien y faire. Nous sommes obligés de subir malgré nous et c'est déplorable pour un pays qui se dit démocratique mais dans lequel seuls les nantis ont un pouvoir d'achat conséquent», regrette Ignace Adjobi, producteur. Face à cette situation qui ne fait qu'appauvrir davantage la population ivoirienne dans un contexte de cherté de la vie devenue insoutenable, celle-ci demande l'intervention des autorités. Intervention qui pourrait apaiser les tensions et restaurer la confiance des citoyens notamment investir dans des sources d'énergie renouvelables et moins coûteuses pourrait contribuer à stabiliser les tarifs de l'électricité et à garantir un approvisionnement plus fiable. «L'Etat devrait penser à la libéralisation de ce secteur. C'est par ce qu'il n'y a pas de concurrent qu'il abuse des pauvres citoyens», ajoute-t-elle.

Cette situation renforce le sentiment d'injustice sociale et économique chez de nombreux Ivoiriens, qui voient leurs conditions de vie se détériorer alors que le niveau de vie des élites politiques ne semble pas être affecté. Cette hausse des tarifs de l'électricité vient amplifier un ressenti déjà marqué par une gestion inégale des ressources et des priviléges qui semblent inaccessibles pour la majorité de la population. Les Ivoiriens attendent des réponses et des actions, non seulement pour comprendre ce qui se passe, mais surtout pour retrouver une stabilité financière dans leur quotidien.

Avec le 360

Mali

Le Colonel Assimi GOÏTA a reçu en audience le Président de la Commission de l'UEMOA

Le Président de la Transition du Mali, Chef de l'Etat, a échangé avec Abdoulaye DIOP ce 29 mai 2024. L'audience a eu lieu au Palais de Koulouba à Bamako en présence, notamment du Ministre de l'Economie et des Finances, Alousséni SANOU, du Commissaire de l'UEMOA, Lassine BOUARE ainsi que du Représentant Résident de la Commission au Mali, Mamadou Moustapha BARRO.



L'audience, dira le Président de la Commission de l'UEMOA, a été aussi une occasion d'informer le Chef de l'Etat sur le processus en cours d'élaboration de la vision 2040 de l'Union et de recueillir ses orientations qui seront prises en compte.

Avec uemoa.int

Burkina Faso

Découvrez les avantages fiscaux et douaniers accordés aux PME, aux pépinières d'entreprises et aux incubateurs

L'Assemblée Législative de Transition (ALT) du Burkina a adopté en juillet 2023, la loi portant mesures d'incitations fiscales et douanières au profit des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Découvrez les différentes mesures inscrites dans ladite loi.

La TVA, les droits et taxes à l'importation : Pour l'acquisition ou le renouvellement du matériel de production et Pour l'importation de véhicules de transport de marchandises et de véhicules utilitaires de moins de dix (10) ans d'âge, les micro-entreprises et les petites entreprises des secteurs de la production de biens et de la transformation bénéficient de l'exonération totale de la TVA, des droits et taxes à l'importation, à l'exclusion des prélevements communautaires et des taxes pour service rendu.

Il en est de même pour les pépinières d'entreprises et les incubateurs qui bénéficient de l'exonération de la TVA sur les matériaux et services destinés à la réalisation ou à l'acquisition des locaux desdits pépinières et incubateurs ; ainsi que pour les acquisitions sur le marché local de matériels informatiques, de machines à copier et de meubles de bureau fabriqués localement ;

Les droits d'enregistrement : Pendant la phase de création, les baux d'immeubles servant à l'exploitation des micros-entreprises et des petites entreprises sont enregistrés au droit fixe de six mille (6 000) francs CFA. Elles bénéficient de la même mesure au titre des deux exercices d'exploitation suivants. Il en est de même pour



les pépinières d'entreprises et les incubateurs ;

Le minimum forfaitaire de perception : Les petites entreprises nouvellement créées sont exonérées du Minimum Forfaitaire de Perception (MFP) au titre des deux premiers exercices d'exploitation. Elles bénéficient également d'une réduction de 50% du montant de la TPA au titre du troisième exercice d'exploitation ;

Les libéralités, dons et subventions : En matière d'impôts sur les bénéfices, les dons faits aux incubateurs, aux pépinières d'entreprises, aux Centres de gestion agréés (CGA) et aux autres structures d'utilité publique d'encadrement et de financement des PME sont déductibles sans limitation ;

Les contributions des patentés : petites entreprises nouvellement créées qui relèvent du régime simplifié d'imposition bénéficient d'une exonération de la contribution des patentés au titre des deux premiers exercices d'exploitation. Elles bénéficient également d'une réduction de 50% de la contribution des patentés au titre du troisième exercice d'exploitation ;

Avec horonyafinance

Noix de cajou

Côte d'Ivoire ; les industriels à la recherche de 60 000 tonnes de noix de cajou pour leurs usines

La Côte d'Ivoire est le 3ème transformateur mondial de noix de cajou derrière le Vietnam et l'Inde. Alors que le pays souhaite renforcer sa position sur le segment de la transformation, de nombreux défis persistent dans l'approvisionnement des usines en matière première.

En Côte d'Ivoire, les transformateurs de noix de cajou ont besoin de 60 000 tonnes de la matière première pour assurer le fonctionnement normal des usines dans le cadre de la campagne de 2024. C'est ce qui ressort d'une rencontre qui s'est tenue le 30 mai entre le ministère de l'Agriculture, le Conseil du Coton et de l'Anacarde (CCA) et des industriels du secteur. Cette annonce intervient alors que les achats des exportateurs et les exportations de noix de cajou brutes sont officiellement interdits depuis le 7 mai par le minis-

tère de l'Agriculture afin de permettre aux transformateurs locaux d'approvisionner leurs usines. «Lorsque la mesure de suspension a été prise, les sociétés d'exportation avaient déjà acheté toutes les noix de cajou disponibles. Le problème est toujours là et n'a pas été résolu», a déclaré un industriel qui se confiait à Reuters. Alors que les exportateurs sont prêts à fournir 30 000 tonnes de noix de cajou pour satisfaire les transformateurs locaux d'après le ministère de l'Agriculture, plusieurs sources de l'industrie mettent en avant un renchérissement du prix de ces- sion de la matière première. «Les prix que proposent les exportateurs pour le kilo de noix de cajou sont 95 à 115 Fcfa [0,15 à 0,18 \$] plus cher que le prix du marché à Kourhogo et 80 à 100 Fcfa [0,13 à 0,16 \$] plus chers que le prix du marché à Bouaké. Qui va payer ce surcoût exigé par les exportateurs?» s'interroge un autre industriel. Rapelons qu'en Côte d'Ivoire, l'industrie a prévu de transformer 25% de la production nationale de noix de cajou qui est attendu à 1,25 million de tonnes en 2024.

Avec agence ecofin

vendredi 31 mai 2024

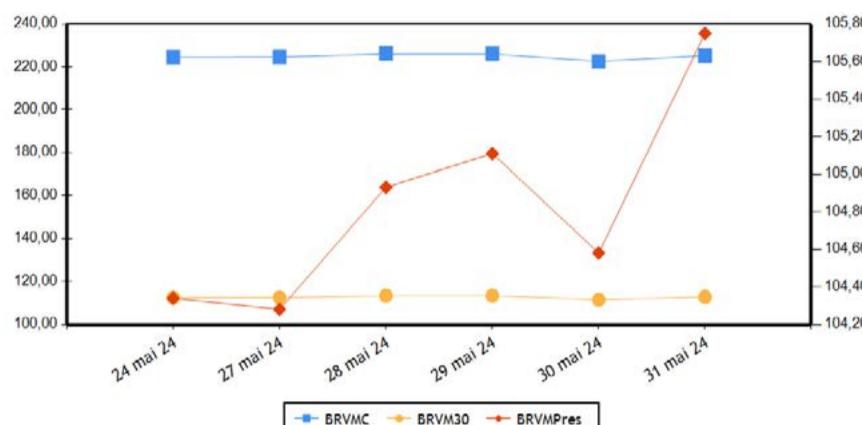
N° 103

BRVM COMPOSITE	225,29
Variation Jour	1,22 %
Variation annuelle	5,20 %

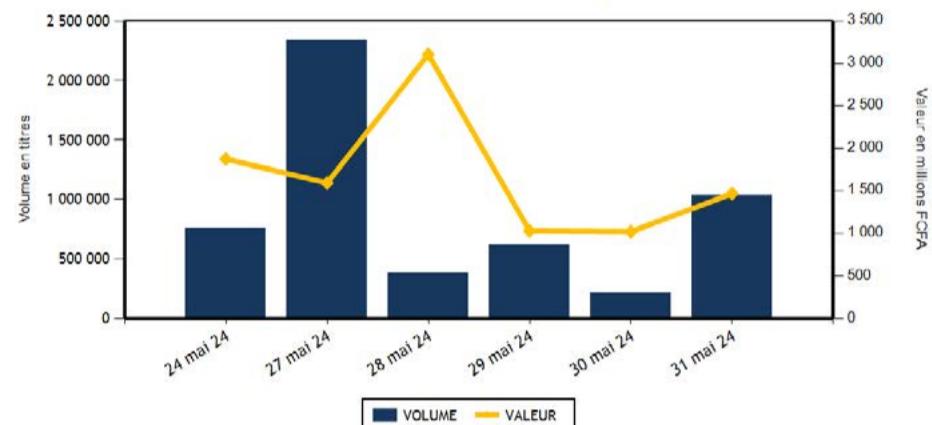
BRVM 30	112,82
Variation Jour	1,14 %
Variation annuelle	4,61 %

BRVM PRESTIGE	105,75
Variation Jour	1,12 %
Variation annuelle	4,22 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 381 544 068 769	1,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 005 596	503,49 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 192 405 980	102,10 %
Nombre de titres transigés	42	5,00 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	16	14,29 %
Nombre de titres inchangés	10	-23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 307 734 065 282	0,14 %
Volume échangé	27 812	-37,18 %
Valeur transigée (FCFA)	273 523 520	-36,22 %
Nombre de titres transigés	11	266,67 %
Nombre de titres en hausse	6	500,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	4	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	6 450	7,50 %	29,00 %
BICI CI (BICC)	8 605	7,50 %	14,89 %
ORAGROUP TOGO (ORGTO)	1 800	6,51 %	-31,82 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	775	5,44 %	-1,90 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 085	4,25 %	15,83 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	975	-7,14 %	-2,50 %
UNIWAX CI (UNXC)	375	-6,25 %	-29,91 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 200	-2,22 %	-12,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	500	-1,96 %	5,26 %
SETAO CI (STAC)	780	-1,27 %	-13,33 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	105,75	1,12 %	4,22 %	75 962	994 748 670	7,07
BRVM-PRINCIPAL	36	108,55	1,34 %	4,42 %	929 634	197 657 310	8,73

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	105,70	1,15 %	4,62 %	17 155	37 400 100	8,39
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	567,76	1,64 %	6,83 %	66 238	932 179 200	8,72
BRVM - FINANCES	15	90,96	0,78 %	5,25 %	873 176	134 026 275	5,80
BRVM - TRANSPORT	2	350,06	-0,68 %	5,77 %	22 326	29 987 300	7,75
BRVM - AGRICULTURE	5	153,21	0,52 %	-5,17 %	15 177	39 633 490	11,43
BRVM - DISTRIBUTION	7	321,67	1,44 %	-1,99 %	11 482	19 146 850	38,68
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	962,43	-1,27 %	-13,33 %	42	32 765	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,78
Taux de rendement moyen du marché	8,61
Taux de rentabilité moyen du marché	10,15
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	145
Volume moyen annuel par séance	370 218,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 047 585 399,29

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	22,60
Ratio moyen de satisfaction	79,08
Ratio moyen de tendance	349,88
Ratio moyen de couverture	28,58
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	7,10
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Entrepreneuriat

Pourquoi il faut appuyer les entrepreneures africaines

Si des progrès sont accomplis pour exploiter le potentiel des femmes en Afrique afin qu'elles puissent en bénéficier, ainsi que tous les habitants du continent, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à la parité hommes-femmes.

Les femmes sont l'épine dorsale de l'économie africaine, mais il existe un écart de financement de 42 milliards de dollars entre l'accès aux hommes et aux femmes. Deux des principaux défis sont les taux d'intérêt plus élevés pour les femmes qui n'ont pas de garanties, en raison de lois foncières injustes, et qui sont souvent considérées comme un risque plus élevé. Remédier à ces inégalités entre les sexes aura un impact majeur sur la croissance du continent ainsi que sur la vie des hommes, des femmes et des enfants dans toute l'Afrique. On estime que les femmes réinvestissent 90 % de leurs revenus dans leurs communautés, contre 35 % pour les hommes. Selon le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le fait de ne pas inclure pleinement les femmes dans la vie économique coûte à l'Afrique subsaharienne 95 milliards \$ en perte de productivité chaque année.

« J'ai également vu des cas où certains gouvernements africains ont été persuadés de fournir davantage de financement aux femmes dans les entreprises, peut-être parce qu'elles sont mieux représentées au niveau gouvernemental. »

Monica Musonda est PDG de Java Foods, une entreprise de transformation alimentaire basée en Zambie qu'elle a fondée en 2012. Elle est l'une des rares femmes zambiennes à diriger une entreprise de transformation alimentaire à grande échelle, et son leadership et sa vision ont permis à Java Foods de devenir l'un des principaux fabricants de produits alimentaires du pays.

Elle connaît donc bien les défis auxquels sont confrontées les femmes dans l'agro-industrie et ce qu'il faut faire pour les aider à réaliser leur énorme potentiel.

« Les femmes jouent un rôle essentiel dans la chaîne de valeur de l'agroalimentaire



où je travaille, mais elles n'ont pas réussi à développer leur entreprise pour diverses raisons, notamment l'accès à des capitaux abordables », explique Monica Musonda. « À l'heure où le monde entier se préoccupe de la sécurité alimentaire, l'Afrique peut commencer à inverser la tendance en soutenant plus résolument les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes et en s'attaquant aux obstacles qu'elles rencontrent. »

L'initiative AFAWA

Monica Musonda témoigne : « Lorsque j'ai commencé mon activité, je payais des taux d'intérêt de 27 % par an et il était très difficile de faire des bénéfices. En outre, les exigences en matière de garanties étaient vraiment prohibitives et, en fin de compte, j'ai dû apporter des biens personnels pour garantir le prêt de l'entreprise. » Les statistiques montrent que les femmes sont moins susceptibles de ne pas rembourser leurs prêts et que les entreprises appartenant à des femmes sont moins susceptibles de faire faillite ; il n'y a donc aucune excuse à ces difficultés injustes.

En tant qu'ambassadrice de l'AFAWA (Affirmative Finance Action for Women in Africa), Monica Musonda souhaite que davantage de femmes d'affaires soient conscientes de l'aide qu'elle apporte.

AFAWA, l'initiative phare de la Banque africaine de développement en matière de genre, vise à débloquer 5 milliards \$ de financement pour 30 000 entreprises féminines d'ici 2026. Déjà, en trois ans, le volume des investissements en faveur des PME dirigées par des femmes a été multiplié par dix.

Au cours des trois dernières années, l'AFAWA a approuvé l'octroi de 1,7 milliard \$ à des femmes entrepreneurs dans au moins 32 pays, par l'intermédiaire de 96 institutions financières. Plus de 7 000 PME ont ainsi été soutenues jusqu'à présent. Bien sûr, il ne suffit pas de combler le déficit de financement pour s'attaquer aux valeurs plus profondes et aux défis plus vastes qui freinent les femmes et les jeunes filles. L'un des plus grands défis auxquels sont confrontées les femmes qui créent une entreprise est l'idée qu'elles ont la responsabilité principale de s'occuper de la famille et des enfants. Dans plusieurs pays africains, dont la RD Congo et la Mauritanie, des lois stipulent que le mari est le chef de famille et que le rôle de la femme est de l'aider à gérer la famille.

De nombreuses lois et pratiques doivent être modifiées pour permettre aux femmes de réaliser leur plein potentiel en tant que femmes d'affaires prospères. Par exemple, de nombreux pays africains, comme le Kenya et le Malawi, ont mis en œuvre des principes visant à améliorer la parité hommes-femmes dans les structures locales de gouvernance foncière, mais ces principes ne sont souvent pas mis en pratique au niveau de la communauté. Il faut également faire davantage pour remédier aux taux élevés d'abandon scolaire chez les filles : en Afrique subsaharienne, seules 25 % d'entre elles terminent leur cycle d'études secondaires.

Pour une prise de conscience

C'est pourquoi l'AFAWA propose, outre des prêts, des formations et un renforcement des capacités afin d'améliorer la productivité et la croissance des entreprises. Elle s'engage également auprès des gouvernements africains et d'autres acteurs clés pour soutenir les réformes juridiques, politiques et réglementaires qui éliminent les barrières structurelles empêchant les femmes d'entreprendre.

Une autre ambassadrice de l'AFAWA, Aïssata Lam, a immédiatement commencé



• Aïssata Lam est directrice générale de l'Agence de promotion des investissements de Mauritanie (APIM) et ambassadrice de l'AFAWA.

à apporter des changements lorsqu'elle est devenue directrice générale de l'Agence de promotion des investissements de Mauritanie (APIM), notamment en allongeant la durée des congés de maternité et en accordant des congés de paternité.

Aider les femmes à enregistrer leurs entreprises afin qu'elles puissent demander un financement est une priorité pour l'APIM. Elle a également collaboré avec l'AFAWA pour offrir une formation en gestion d'entre-

prise aux femmes travaillant dans le secteur de la pêche, le plus grand secteur industriel de la Mauritanie. Dans ce secteur, les femmes représentent 90 % des activités à petite échelle, telles que le fumage du poisson et la vente sur les marchés, et très peu d'entre elles occupent des postes à responsabilité.

Aïssata Lam explique : « Il est important que tout le monde comprenne les disparités entre les sexes qui existent dans le monde des affaires et prenne des mesures pour y remédier. La présence d'un plus grand nombre de femmes à des postes politiques de haut niveau en Afrique contribuerait certainement à améliorer la situation. » Dès lors, « la représentation est importante », poursuit-elle. « Lorsque les femmes africaines voient des femmes comme elles occuper des postes à responsabilité dans le monde de la politique et des affaires, elles pensent qu'elles aussi peuvent réussir. »

Faible représentativité politique

Eveline Tall, ambassadrice de l'AFAWA, présidente de E and Partners et ancienne directrice générale adjointe d'Ecobank Transnational Inc, convient de l'importance de la représentation. Elle est à la tête d'une initiative importante – le Women's Investment Capital –, au Sénégal, où un groupe de femmes d'affaires sénégalaises a investi 3 millions de dollars dans sept PME, créant 400 emplois, avec l'objectif d'en créer 3 600 autres au fur et à mesure que ces entreprises se développent.

« Au Sénégal, le gouvernement met en œuvre une politique de parité au parlement afin que les femmes soient mieux représentées », explique-t-elle. « Cette politique devrait être étendue aux conseils d'administration du secteur privé. Après tout, les entreprises qui ont une meilleure représentation au sommet sont connues pour avoir de meilleurs résultats que leurs concurrents. » Elle témoigne : « J'ai également vu des cas où certains gouvernements africains ont été persuadés de fournir davantage de financement aux femmes dans les entreprises, peut-être parce qu'elles sont mieux représentées au niveau gouvernemental. Par exemple, au Sénégal et au Rwanda, la proportion de femmes parlementaires est respectivement de 44 % et

62 %, et nous commençons à voir des pas dans la bonne direction. » Cette année, Eveline Tall espère que l'appel à l'action lors de la Conférence sur la politique foncière en Afrique, émis en novembre 2023, continuera à renforcer la dynamique de la campagne sur la politique foncière de l'Union africaine en faveur de la propriété foncière des femmes, qui vise à ce que 30 % des terres soient au nom des femmes d'ici 2025.

Cela fait suite à une année au cours de laquelle l'AFAWA a engagé les principales parties prenantes, y compris les banques centrales et les gouvernements, à obtenir des réformes juridiques, politiques et réglementaires afin de faciliter l'accès des femmes entrepreneurs au financement. « L'AFAWA ne se contente pas de sou-



• Eveline Tall est présidente de E and Partners, ancienne directrice générale adjointe d'Ecobank Transnational Inc. et ambassadrice de l'AFAWA

tenir les femmes en leur donnant accès au financement, mais elle déclenche une vague de prospérité dans toute l'Afrique », déclare Melissa Basque-Roux, coordinatrice intérimaire de l'AFAWA. L'organisation prévoit maintenant d'accélérer son travail pour atteindre l'objectif de 5 milliards de dollars en s'adressant à de nouveaux pays d'Afrique du Nord, d'Afrique centrale et d'Afrique australe. En outre, une plus grande attention sera accordée aux États confrontés à la fragilité et aux crises multidimensionnelles. L'AFAWA s'est engagée à s'étendre à de nouveaux espaces tels que les femmes gestionnaires de fonds ou la microfinance. Le travail se poursuivra en s'appuyant sur les outils financiers innovants existants et nouveaux, y compris le mécanisme de partage des risques qui vise à débloquer 3 milliards de dollars.

@AB



• Monica Musonda est PDG de Java Foods et ambassadrice de l'AFAWA.



Communiqué de presse

Lomé, le 2 juin 2024

Le Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, prend part les 04 et 05 juin 2024 à Séoul, au premier sommet Corée-Afrique, à l'invitation du Président de la République de Corée, Son Excellence Yoon Suk-yeol.

Cette rencontre de haut niveau qui a pour thème « **L'avenir que nous construisons ensemble : Croissance partagée, durabilité et solidarité** », entend préciser les contours d'un partenariat solide et diversifié entre les pays participants et la République de Corée, pour construire une prospérité durable.

Ce sommet vise à consacrer l'engagement de Séoul à travailler de concert avec les États africains au renforcement de la coopération et à la promotion de la solidarité pour créer un avenir commun durable, dans un environnement de paix et de sécurité.

Le forum économique prévu en marge du sommet permettra d'explorer davantage les opportunités de partenariat dans les secteurs de l'économie, des investissements, de l'énergie, du commerce, des infrastructures, de l'agriculture, du numérique, de la santé et de l'éducation.

Les relations diplomatiques entre la Corée du sud et le Togo ont été établies le 26 juillet 1963, et donnent lieu à une coopération multiforme alignée sur les enjeux contemporains, notamment la sécurité alimentaire et sanitaire et les changements climatiques.

Le chef de l'État, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, s'entretiendra en tête à tête avec son homologue, le Président Yoon Suk-yeol, sur les perspectives de renforcement de ce cadre de partenariat mutuellement bénéfique.

communication@presidence.gouv.tg | @ PresidenceTg

HOROSCOPE finance

Bélier Cet aspect de Saturne mettra les questions financières au centre de vos préoccupations aujourd'hui. Certains d'entre vous seront appelés à prendre des décisions assez tranchées relatives, par exemple, à l'achat d'un logement ou d'un bien immobilier. Pour d'autres, il sera question de dépenser des sommes conséquentes pour les parents âgés ou pour les enfants.

Tauréau Vous ne devriez pas avoir trop d'inquiétudes cette fois sur le plan financier. A condition, bien sûr, de rester assez prudent. Certes, Saturne a cessé d'affecter votre équilibre budgétaire, ce qui devrait entraîner une réelle amélioration. Mais n'oubliez pas qu'il y aura toujours la Lune dans votre Ciel, qui pourra vous jouer des tours si vous dépensez trop ou si vous manquez de jugeote.

Gémeaux Attention ! Les charmants aspects vénusiens vous porteront à avoir le coeur sur la main et la main à la poche, en particulier envers certains membres de l'autre sexe qui en useront et abuseront sans vergogne.

Cancer En matière financière, le moment semble venu de faire régner un ordre rigoureux dans toutes vos affaires. Une fois en passant, ou pour des objectifs bien précis, vous pourrez vous offrir une petite folie et, si le coeur vous en dit, accorder aide et assistance matérielle à ceux de vos proches qui en ont besoin. Un jour ou l'autre, et plus vite que vous ne le pensez, vous rentrerez très largement dans vos frais.

Lion Les astres ne vous faisant pas de cadeau sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour y arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela ne vous amènerait que des ennuis.

Vierge Pas de planète pour influencer votre secteur finances, qui sera donc dans l'ensemble sans histoire. Mefiez-vous toutefois de l'impact ambigu que pourra avoir Jupiter, qui risque de vous souffler, à vous qui êtes d'habitude assez raisonnable, des envies d'achats superflus.

Balance Subissant l'influence du turbulent Mars, vous aurez tendance à prendre de gros risques financiers. Mais la chance ne sera pas avec vous. Si vous voulez brasser de grosses sommes d'argent sans danger, jouez plutôt au Monopoly !

Scorpion Si vous avez des ennuis d'argent, vous pourrez solliciter l'appui de certaines personnes de votre entourage. La planète Vénus veillera à ce qu'elles acceptent sans hésiter de vous venir en aide.

Sagittaire Bons influx dans le domaine de l'argent. Vous n'aurez rien de particulier à craindre ; mais les astres ne vont pas s'occuper de vous aider à faire fortune non plus. Aidez-vous, et le Ciel vous aidera. Attention à ne pas vous lancer dans un achat qui ne vous conviendra pas vraiment. Avant de jeter l'argent par les fenêtres, arrêtez-vous, réfléchissez, et attendez un peu pour prendre une décision.

Capricorne Vous qui tenez à préserver l'équilibre de vos comptes, pourrez cette fois obtenir satisfaction. Aucune planète ne menacera les secteurs de votre thème liés aux finances. A l'inverse, il ne faut pas non plus vous attendre à des rentrées mirifiques. Vous aurez carte blanche pour faire ce qui vous plaît, même s'il s'agit de craquer pour un achat coûteux. Si vous en veniez à regretter votre choix, sachez que vous auriez de toute façon la possibilité de le rectifier facilement.

Verseau La conjoncture vous sera très favorable pour effectuer des transactions financières ou immobilières importantes. Vous pourrez, par exemple, dénicher la maison de vos rêves à un prix intéressant, ou encore vendre un terrain ou un appartement dans de très bonnes conditions. En revanche, évitez de prendre des risques financiers excessifs.

Poisson Jupiter, l'astre de la chance, travaillera de concert avec Neptune, autre grosse planète liée à la chance, vous pourrez cette fois améliorer vos revenus ou réorganiser vos placements de manière à ce qu'ils vous rapportent le plus possible. Comprenez bien que cette configuration exceptionnelle ne se reproduit pas souvent.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »

N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoé Télessou

Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

**UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE
OUEST AFRICAINE****La Commission**Département des Services Administratifs
et Financiers

(Signature) **APPEL D'OFFRES OUVERT
N°019/2024/AO/COM/UEMOA**

Date de Publication de l'avis : Mardi 14 mai 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection de prestataires en vue de la maintenance des équipements informatiques de la Commission de l'UEMOA.
2. Le présent appel d'offres ouvert est constitué d'un seul lot.
3. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres ouvert, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la maintenance des équipements informatiques.
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
5. La durée d'exécution du contrat est d'une année. Il est renouvelable sur la base des bonnes performances du prestataire.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

6. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières**, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 14 juin 2024 à 09 h 30, heure locale, accompagnées de garantie bancaire de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 30 mn, en présence des **représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture**.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
9. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **Monsieur Abdoul Karim MAIKANO MAHAMANE Tel : +226 25 31 88 73 poste 86 64 Email: akmmahamane@uemoa.int**

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

11. Une visite des Sites obligatoire aura lieu le 04 juin 2024 à 10 heures, au siège de la Commission de l'UEMOA. Une attestation de visite de site sera délivrée après la visite. Les soumissionnaires devront la joindre à leur offre.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet pi,



Technologies

Pourquoi les dirigeants africains doivent donner la priorité à l'IA

Ce n'est qu'en adoptant une « approche pangouvernementale » que les dirigeants pourront garantir que leurs pays ne passeront pas à côté des avantages de l'IA.

L'émergence de l'intelligence artificielle (IA) pour l'amélioration de la société marque une ère de transformation, comparable à la révolution industrielle par sa portée et son impact. Grâce à sa capacité à imiter – et parfois à surpasser – la cognition humaine, l'IA transforme les industries, les économies et les sociétés à un rythme sans précédent. Il remodelle les opérations gouvernementales et l'innovation, obligeant les dirigeants du monde entier à exploiter son potentiel pour le bien-être et la prospérité de leurs citoyens.

L'Afrique doit contribuer à cette révolution technologique, et les dirigeants africains doivent agir de manière décisive pour saisir les opportunités qu'offre l'IA en matière de gouvernance transformatrice, de prospérité économique, d'efficacité gouvernementale, d'engagement citoyen et de développement humain.

Exploiter l'IA pour la croissance de l'Afrique

Il existe déjà des points positifs sur le continent où l'utilisation innovante de l'IA par les gouvernements a donné des résultats impressionnantes. Par exemple, le Kenya et le Mozambique ont amélioré la sécurité alimentaire grâce à la surveillance de la santé des cultures basée sur l'IA. Le Rwanda et le Ghana ont utilisé des drones basés sur l'IA pour livrer des fournitures médicales dans des zones reculées et le programme NOVISSI du Togo a eu recours à l'apprentissage automatique pour distribuer efficacement les transferts monétaires pendant la pandémie de Covid-19. Ces exemples ont été couronnés de succès car ils répondent aux besoins auxquels sont confrontés ces gouvernements respectifs.

Pourtant, malgré ces succès, l'Afrique n'a pas conquise une part suffisamment importante du marché mondial de l'IA pour réaliser l'opportunité d'expansion économique de 1 500 mil-



liards de dollars prévue par les Nations Unies pour 2030. Les gouvernements africains sont confrontés à des défis importants dans l'adoption de l'IA, notamment la nécessité d'une infrastructure numérique, une main-d'œuvre qualifiée et un environnement politique et réglementaire favorable à l'innovation. L'incapacité à combler le déficit d'adoption de l'IA en Afrique pourrait entraîner un ralentissement des progrès technologiques, sapant ainsi la réputation du continent en matière de capacité à tirer parti des technologies émergentes pour surmonter les défis. Le paysage technologique africain a favorisé une tradition de sautemouton, en particulier dans les paiements numériques, démontrant son ingéniosité pour surmonter les obstacles technologiques. Un autre risque important est que la demande du secteur privé en matière d'IA dépasse la compréhension par les gouvernements de l'évolution rapide de la technologie, et la réponse naturelle pourrait être une réglementation excessive.

Les défis de l'intégration de l'IA

La plupart des gouvernements africains reconnaissent le potentiel de l'IA pour favoriser des sociétés plus inclusives et améliorer la prestation de services. Mais pour tirer efficacement parti de l'IA, les dirigeants africains doivent aller au-delà des succès ponctuels et développer des stratégies globales qui favorisent l'innovation durable dans

les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et de la gouvernance. Cela nécessite un équilibre entre les politiques qui permettent l'expérimentation et l'innovation tout en garantissant la protection des données, l'utilisation éthique de l'IA et un accès équitable.

L'intégration des technologies émergentes dans les plans et stratégies de développement national reste un obstacle important. Alors que certains gouvernements, comme Maurice, le Rwanda, l'Égypte et le Sénégal, ont publié des stratégies en matière d'IA, de nombreux pays africains ont du mal à mettre en œuvre ces plans en raison de ressources infrastructurelles, financières et humaines limitées. Ils sont également confrontés au défi d'appliquer davantage de technologies d'IA à leurs contextes spécifiques. Ces gouvernements aux ressources limitées sont souvent confrontés à un dilemme « construire ou acheter » : investir dans le développement des capacités d'IA en interne ou former des partenariats durables pour un accès immédiat à la technologie d'IA tout en renforçant progressivement leurs propres capacités.

Ce que nous savons, c'est que le coût de l'inaction risque d'être élevé.

Une voie stratégique à suivre

Alors, par où commencer ? Par-dessus tout, les gouvernements africains devraient adopter une approche « pangouvernementale » en matière de politique d'IA, dirigée par l'autorité politique exécutive – le chef de l'État – et ancrée au centre du gouvernement. Les dirigeants doivent procéder à des auto-évaluations complètes des capacités actuelles et des objectifs futurs de leur pays, y compris les infrastructures, le capital humain, les ressources informatiques pour l'IA et un environnement propice pour déterminer les choix qui amélioreront rapidement et durablement les capacités de l'IA. Pour garantir l'accès et le déploiement en temps opportun des capacités d'IA, les

dirigeants africains doivent prendre en main les décisions stratégiques « construire ou acheter », réformer les lois sur la souveraineté des données, donner la priorité aux partenariats durables avec le secteur privé, renforcer la coopération internationale en matière d'IA et investir dans un XXIe siècle vivier

de talents. Il n'y a pas d'alternative et plus de temps à perdre. Les dirigeants politiques africains doivent de toute urgence donner la priorité à l'investissement dans les capacités d'IA dès aujourd'hui pour garantir que leurs pays restent compétitifs, innovants et prêts à relever les défis de demain en favorisant les écosystèmes dynamiques d'IA qui concevront des solutions africaines et stimuleront le progrès sur le continent.

Rishon Chimboza

Rishon Chimboza est le directeur général pour l'Afrique du Tony Blair Institute for Global Change.

Ligue des Champions 2024

L'équipe type de la compétition

S'achevant hier par le 15e sacre du Real Madrid dans la compétition face au Borussia Dortmund (2-0), la Ligue des Champions 2023/2024 nous a livré de beaux moments. Certains joueurs ont tiré leur épingle du jeu et font partie de notre onze type de la compétition.

Clap de fin pour l'édition 2023/2024 de la Ligue des Champions. Les matches se jouent à onze contre onze et à la fin comme souvent c'est le Real Madrid qui gagne. Un quinzième sacre dans la compétition pour les Merengues qui ont dompté le Borussia Dortmund en finale (2-0). C'est l'occasion de faire un petit bilan et de mettre en avant les joueurs qui auront marqué la compétition avec un petit onze type. Si le Borussia Dortmund a été la belle surprise de la compétition, Gregor Kobel en est l'un des éléments clés. Solide devant sa ligne et réalisant parfois quelques miracles, le gardien suisse a réalisé 46 arrêts au cours de la campagne pour 10 buts concédés en 12 matches et



6 clean-sheets. Un bilan excellent qui lui permet de coiffer au poteau Andriy Lunin du Real Madrid. En défense, il a fallu faire des choix, mais deux joueurs ont vite fait l'unanimité pour la charnière centrale. Si Nico Schlotterbeck mérite une mention, il n'est pas présent dans notre onze type contrairement à son compère du Borussia Dortmund Mats Hummels. Excellent malgré ses 35 ans, le champion du monde 2014 a livré un véritable récital tout au long de la compétition. En

Avec footmerctao

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020			
Articles de transport en emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,7
Phosphates de calcium et phosphates de calcium, y compris les phosphates de calcium naturels et crânes phosphatés	4,8	Médicaments (à l'exception des produits du ménage)	5,2
Ciment hydroalcoolique, y.c. les ciments non hydratés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préconçus pour les personnes ou les animaux (autres que les médicaments)	4,3	Polymères de l'éthylique, sous formes diverses	3,4
Motocyclettes – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires ou entraînés par un moteur autre que à essence	4,2	Réfrigérateurs	3,4
Autres articles en plastique, en caoutchouc et en caoutchouc modifiés	4,1	Huiles de palmier et ses fractions, même raffinées	3,2
Coton, non cardé ni pelé	4,0	Riz	2,7
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	3,8	Autres	2,5
Parfums, baumes, soins de la peau (autres que les médicaments)	—	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020			
Articles de transport en emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,7
Phosphates de calcium et phosphates de calcium naturels et crânes phosphatés	4,8	Médicaments (à l'exception des produits du ménage)	5,2
Ciment hydroalcoolique, y.c. les ciments non hydratés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préconçus pour les personnes ou les animaux (autres que les médicaments)	4,3	Polymères de l'éthylique, sous formes diverses	3,4
Motocyclettes – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires ou entraînés par un moteur autre que à essence	4,2	Réfrigérateurs	3,4
Autres articles en plastique, en caoutchouc et en caoutchouc modifiés	4,1	Huiles de palmier et ses fractions, même raffinées	3,2
Coton, non cardé ni pelé	4,0	Riz	2,7
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	3,8	Autres	2,5
Parfums, baumes, soins de la peau	—	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

RACINES FORT 7.5%



*Prix de vente détail conseillé

› NOUVELLE FORCE DE LA NATURE <

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. À BOIRE AVEC MODÉRATION.



BB LORÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bbloré.com

